



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

## Comité permanent des finances

---

FINA • NUMÉRO 072 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mercredi 15 février 2017**

**Président**

L'honorable Wayne Easter



## Comité permanent des finances

Le mercredi 15 février 2017

• (1530)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.)):** La séance est ouverte. En vertu du paragraphe 108(2) du Règlement, nous étudions le deuxième rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique.

Nous tenons à remercier les deux membres du Conseil consultatif qui sont présents aujourd'hui: M. Sabia et Mme Treurnicht. Bienvenue à tous les deux.

Dans mon rôle de président, je dois vous dire d'entrée de jeu que tous les députés tiennent à vous remercier pour les efforts déployés par le Conseil consultatif et l'excellent travail que vous avez accompli. Nous ne serons pas nécessairement d'accord sur tous les points — et le contraire serait étonnant en cette enceinte — mais il s'agit d'un effort tout à fait louable qui pave la voie à de nombreuses discussions. Nous vous sommes donc reconnaissants pour le travail que vous avez effectué.

Je crois que mes collègues du Comité savent déjà qu'au lieu des deux heures habituelles, nous nous en tiendrons aujourd'hui à une séance de 90 minutes du fait que les membres du Conseil consultatif ont d'autres engagements — notamment au Sénat, si je ne m'abuse.

Je crois que vous souhaitez faire une brève présentation, après quoi nous passerons aux questions. Monsieur Sabia, vous avez la parole.

**M. Michael Sabia (membre, Conseil consultatif en matière de croissance économique):** Merci, monsieur le président.

Au nom de ma collègue Ilse et, en fait, de tous les autres membres du Conseil consultatif en matière de croissance économique, laissez-moi vous dire que nous sommes très heureux d'être des vôtres aujourd'hui pour pouvoir vous parler des recommandations que nous avons formulées jusqu'à maintenant à l'intention du gouvernement.

Je ne sais pas trop si vous avez une préférence pour ce qui est de la langue que j'utilise...

**Le président:** Il y a de l'interprétation pour les deux langues et nous avons tous des oreillettes, alors sentez-vous bien à l'aise.

[Français]

**M. Michael Sabia:** Merci, monsieur le président.

Étant donné mon travail à la Caisse de dépôt et placement du Québec, je serai très à l'aise de répondre en français aux questions des membres du Comité.

**M. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.):** Vous pourrez répondre dans l'une ou l'autre des deux langues officielles.

[Traduction]

**M. Michael Sabia:** Comme je le disais, c'est un plaisir pour nous d'être ici. Nous n'avons pas du tout l'intention de vous présenter une

longue déclaration préliminaire. Comme vous le savez, nous avons divisé notre travail jusqu'à maintenant en deux segments principaux.

Le premier rapport a été présenté au gouvernement et rendu public en octobre. Il comportait trois recommandations touchant les infrastructures, les investisseurs étrangers et l'immigration. Le deuxième rapport a été publié beaucoup plus récemment, soit au début de la semaine dernière, si ma mémoire est fidèle. On y traite de différents autres sujets que je vais aborder avec vous. Ils vont tous dans le sens de notre objectif fondamental qui est d'améliorer le niveau de croissance économique au Canada.

Cet effort s'inscrit dans une conjoncture planétaire de croissance anémique principalement attribuable à deux facteurs fondamentaux, à savoir le vieillissement de la population dans les pays de l'OCDE, comme c'est assurément le cas au Canada, et une productivité relativement faible dans tous ces pays, y compris certainement ici. La croissance économique est en fait le fruit de la combinaison de ces deux éléments.

Nous avons fixé un objectif quantitatif dans le cadre de cette initiative. Nous souhaitons augmenter le revenu médian des ménages de telle sorte qu'il soit d'environ 15 000 \$ supérieur à ce qu'il aurait été suivant les prévisions qui l'établissent à environ 90 000 \$ en 2030. C'est le but que nous visons. Ce serait merveilleux de pouvoir augmenter le revenu des ménages de façon aussi marquée.

Comme je l'ai indiqué, vous avez déjà pu examiner nos recommandations formulées dans le premier rapport. Le deuxième rapport, qui vise le même objectif général, s'attache notamment à certains enjeux très importants liés à l'innovation. Nous formulons toute une gamme de recommandations dans différents secteurs pour faire du Canada un pays plus novateur, ce qui est particulièrement important de nos jours pour différentes raisons dont nous pourrions discuter.

Deuxièmement, nous avons traité de développement des compétences et de recyclage, deux considérations absolument primordiales, surtout pour une petite économie ouverte comme celle du Canada. Cette possibilité de s'ouvrir de nouvelles perspectives grâce à l'acquisition de compétences est vraiment au cœur de notre mandat.

Troisièmement, nous avons déterminé qu'il était important de cerner certains secteurs clés offrant d'excellentes possibilités de croissance et d'exportation pour l'avenir de notre pays. Nous parlons notamment dans le rapport du secteur agroalimentaire, mais il y en a bien d'autres.

En plus de ces trois éléments fondamentaux, nous nous sommes demandé ce qu'il convenait de faire pour que le Canada devienne une plaque tournante du commerce mondial. C'est un objectif d'autant plus important dans le contexte des tendances protectionnistes qui ont cours dans le monde, tendances que nous voyons certes comme une menace à la croissance économique à l'échelle planétaire.

Dernier point très important, nous nous sommes intéressés à la participation au marché du travail et aux moyens à prendre pour favoriser une présence accrue des membres des groupes qui ne sont pas actuellement aussi actifs qu'ils le devraient. Cet accroissement de la participation serait extrêmement bénéfique non seulement pour les personnes en question, mais aussi pour notre économie dans son ensemble.

Par ailleurs, une grande partie de nos efforts sont aussi allés dans le sens d'une croissance plus inclusive, notre autre objectif prioritaire, parallèlement à l'augmentation de 15 000 \$ du revenu médian. Il en a été beaucoup question récemment dans les journaux et les médias de partout dans le monde, car cette nécessité d'une croissance plus inclusive est fondamentale dans la gestion de différents enjeux touchant le commerce et le protectionnisme.

Nous pourrions donc résumer essentiellement notre travail à ces deux objectifs: améliorer la croissance économique tout en la rendant plus inclusive.

Je vous remercie.

• (1535)

**Le président:** Nous allons commencer la période de questions avec M. Sorbara qui dispose de sept minutes.

**M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.):** Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier M. Sabia et Mme Treurnicht du temps et des efforts qu'ils ont consacrés à ces rapports et au Conseil consultatif, de même que tous les membres du Comité. Nous vous remercions de vos services. De toute évidence, vous êtes tous les deux au service du Parlement depuis longtemps.

Je me suis présenté aux élections et j'ai voulu devenir député pour assurer un bel avenir à tous les Canadiens, y compris à mes deux très jeunes filles que j'aime profondément.

Trois facteurs peuvent stimuler la croissance économique. Le premier est l'accumulation de capitaux, c'est-à-dire le stock du capital au sein d'une économie. Le deuxième est la main-d'oeuvre, ce qui comprend l'immigration, les taux de natalité, le nombre d'heures travaillées et ce genre de choses. Le troisième facteur, qui est magique, représente les progrès technologiques, la productivité et, selon la littérature économique, la productivité totale des facteurs. Nous sommes d'avis que ces trois facteurs sont les moteurs de la croissance économique à long terme au Canada.

Pour ce qui est du premier facteur, à savoir le capital, je pense qu'il y a beaucoup de capitaux au pays. Monsieur Sabia, nous avons des fonds de pension publics, dont nous ne parlons pas assez, mais qui détiennent des capitaux considérables pouvant servir à l'infrastructure, au capital-investissement ou à une activité de fusion et d'acquisition.

La main-d'oeuvre doit toutefois composer avec un vent de face étant donné que notre population vieillit rapidement. On s'attend à un fléchissement de notre taux de participation au marché du travail, mais en plus, notre bassin de main-d'oeuvre pourrait rétrécir dans les années à venir. Je regarde des rapports de Finances Canada.

Enfin, notre productivité est obstinément faible, ce qui est attribuable aux sources de concentration, ou à leur absence. Je crois toutefois que nous nous améliorons sur le plan de la commercialisation.

Quelles sont les trois principales choses que vous nous recommandez pour nous donner un coup de pouce et accélérer la croissance de notre PIB réel, qui a déjà atteint 4,8 %, mais qui se

situe désormais à 1,5 %? La croissance se chiffrait à 4,8 % dans les années 1960 et 1970. Nous avons maintenant une moyenne de 2,4 % ces derniers temps, et une prévision qui varie entre 1,5 et 2,5 %.

• (1540)

**M. Michael Sabia:** En toute sincérité, vous aurez l'impression que j'essaie d'éviter votre question, mais ce n'est pas le cas.

Il est vraiment difficile de faire ce que nous proposons et ce dont le pays a besoin pour relever son taux de croissance. Je vais vous parler en mon nom personnel. Il n'y a pas une, deux ou trois solutions miracles. Il faut plutôt empêcher des choses et prendre des mesures musclées sur divers fronts.

Comme vous l'avez vu dans les travaux que nous avons rendus publics à l'automne et plus récemment, les titres de rubrique représentent les éléments qui sont les plus importants à nos yeux.

Le Canada a un problème d'infrastructure et de financement des infrastructures, car le gouvernement ne peut pas tout faire à partir de ses bilans. Il s'occupait de tout autrefois, mais cette façon de faire ne fonctionne plus.

Vous avez fait référence aux capitaux de retraite. À la Caisse de dépôt, nous investissons dans l'infrastructure de partout dans le monde. Ainsi, de grandes réserves de capitaux pourraient entrer au Canada pour la construction des infrastructures. Nous pensons que l'investissement étranger est vraiment important au Canada.

En réponse à vos remarques sur la main-d'oeuvre, nous sommes d'avis que l'immigration au Canada est particulièrement importante pour accroître la main-d'oeuvre, qui est essentielle à la croissance économique. Je pense que bien des gens comprennent mal la question de l'immigration. Les immigrants ne veulent pas les emplois; ils en créent.

Ilse a passé sa vie à se pencher sur les enjeux relatifs à l'innovation. Ce volet est essentiel.

Il faut régler les problèmes dont nous avons parlé récemment, qui se rapportent aux compétences, aux secteurs et à toutes ces choses. Il faudra donc déployer un effort global afin de s'attaquer à toutes ces questions.

**M. Francesco Sorbara:** Veuillez commenter, s'il vous plaît.

**Mme Ilse Treurnicht (membre, Conseil consultatif en matière de croissance économique):** Oui, je suis tout à fait d'accord. C'est vrai dans tout le paysage de l'innovation aussi, et c'est la raison pour laquelle nous avons regroupé nos recommandations en matière d'innovation autour d'un certain nombre de piliers qui doivent se renforcer les uns les autres.

Nous admettons qu'il y a des leçons à tirer des expériences positives d'autres pays, mais nous devons adapter ces modèles à notre vaste géographie unique et à notre faible densité de population.

Vous parlez de grappes, mais qu'est-ce qu'une grappe exactement dans le contexte canadien? Nous devons construire nos réseaux intelligemment, pour qu'ils aient la bonne densité, qu'ils génèrent des idées, qu'ils se nourrissent d'assez de capital et de talents pour stimuler la croissance dans certains secteurs clés. Je pense que c'est l'une des nuances dont nous étions très conscients: il ne s'agit pas de réinventer la roue, mais de nous inspirer de modèles qu'on trouve ailleurs dans le monde, puis de réfléchir en toute honnêteté à la façon dont ils peuvent être adaptés au contexte canadien.

• (1545)

**M. Francesco Sorbara:** Ai-je encore un peu de temps?

**Le président:** Si votre question est très brève...

Il y aura probablement un second tour, Francesco, donc vous pourrez redonner votre nom.

Monsieur Deltell.

[Français]

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame Treurnicht et monsieur Sabia, soyez les bienvenus parmi nous. C'est un plaisir et un honneur de vous accueillir ici, au Parlement canadien.

Monsieur Sabia, je vais prendre un court moment pour décrire votre parcours à nos collègues.

Vous avez été nommé par le gouvernement du Québec à la tête de la Caisse de dépôt et placement, ce que nous appelons notre « bas de laine », c'est-à-dire nos fonds de pension, et ainsi de suite. À l'un des moments les plus critiques de son histoire et au sortir d'une crise majeure, la Caisse de dépôt affichait un bilan pour le moins discutable. Lorsque j'étais chef du parti de l'opposition à l'Assemblée nationale, j'employais un vocabulaire un peu plus rude, mais comme vous êtes notre invité, je vais m'en abstenir.

D'autant plus qu'en dépit de la situation — qui était critique, comme je l'ai mentionné — vous avez, dès votre entrée en fonction, démontré hors de tout doute qu'il était possible, lorsqu'on a la confiance des gens, qu'on fait les bons choix et qu'on s'entoure des bonnes personnes de redresser la trajectoire d'un navire qui se dirige vers un iceberg.

En réalité, vous avez fait de la Caisse de dépôt et placement une référence à l'échelle mondiale.

Merci, monsieur Sabia.

**M. Michael Sabia:** C'est très gentil de votre part. Merci beaucoup.

**M. Gérard Deltell:** Ce n'est pas que gentil, c'est vrai.

Je vous prierais de saluer de ma part deux personnes avec qui vous travaillez très bien, soit Daniel Fournier et Christian Dubé, que j'ai bien connus en d'autres temps. Vous avez littéralement capté l'attention de l'Assemblée nationale. M. Dubé est un ancien député, mais comme je le disais, il va rendre de très grands services.

**M. Michael Sabia:** Nous sommes toujours à la recherche de talents.

**M. Gérard Deltell:** Monsieur Sabia, nous sommes très heureux de voir qu'un homme de votre qualité se joint à une équipe de réflexion pour aider le gouvernement dans ses actions. Nous ne nous opposons pas à la création d'un comité de réflexion formé de gens chevronnés comme vous. Évidemment, il nous incombe d'évaluer vos recommandations — et on parle bien ici de recommandations — et de porter un jugement sur ces dernières. Il y a quelques mois, vous avez recommandé notamment la création d'une banque d'infrastructure, une suggestion à laquelle a promptement souscrit le gouvernement.

Techniquement parlant, nous ne sommes pas contre le principe, mais pourquoi aurions-nous besoin d'une telle banque au Canada alors qu'un outil existe déjà — il n'est pas aussi raffiné qu'une banque d'investissement, nous le reconnaissons —, soit PPP Canada?

PPP Canada est un fonds qui a été créé à une autre époque par un gouvernement qui affichait ma couleur politique — même si ce n'est pas le point que je veux souligner ici — et qui permet l'investissement privé. Il permet en outre à des entités comme la

vôtre d'investir dans des infrastructures. À ma connaissance, le Canada n'a jamais fermé la porte à l'investissement étranger. Ce sont les objectifs que poursuit la banque d'investissement.

Comme je vous le disais, nous ne sommes pas contre le principe, mais pourquoi créer cette banque alors que nous avons déjà cet outil?

Une autre de nos préoccupations est que, pendant cinq ans, on va créer une nouvelle instance pour laquelle 15 milliards de dollars seront mobilisés. Ces fonds ne pourront donc pas être investis pour répondre aux besoins immédiats en infrastructure, que vous avez soulignés plus tôt. Or c'est en effet un besoin.

Bref, pourquoi créer une nouvelle instance touchant les infrastructures alors que nous avons déjà PPP Canada, qui mériterait peut-être quelques ajustements, mais qui ferait très bien le travail?

**M. Michael Sabia:** C'est une question pertinente.

Selon nous, cette banque vise plusieurs objectifs. Qu'est-ce que cela veut dire? Nous voudrions créer un centre d'expertise. Comme vous le savez très bien, le marché du financement des infrastructures est maintenant hautement sophistiqué. L'idée est de créer une banque qui puisse servir de centre d'expertise et de trouver des gens ayant l'expertise nécessaire pour financer des projets de la façon la plus sophistiquée possible.

Cette expertise financière n'est pas l'expertise fondamentale de l'actuelle PPP Canada Inc. Or l'expertise financière représente un élément important du mandat de cette banque.

Je vais parler de façon très directe et ouverte. Je suis très conscient que je suis au Parlement, mais je dirai tout de même que les décisions politiques ne cernent pas toujours les meilleures occasions d'investissement et les meilleurs projets d'infrastructure.

J'entends par meilleurs projets d'infrastructure ceux qui ont une incidence maximale sur la productivité de notre économie. Sur le plan politique, il y a toujours d'autres facteurs en jeu, qui sont bien raisonnables par ailleurs, mais notre mandat est de trouver des façons d'augmenter le niveau de productivité et de croissance économique au Canada.

Un autre objectif important est d'éloigner cette banque du gouvernement et de créer une institution qui puisse agir de façon un peu plus indépendante, afin d'améliorer la prise de décisions. Autrement dit, il s'agit d'augmenter la productivité de notre pays. L'indépendance et la qualité de la prise de décisions sont deux raisons pour lesquelles nous privilégions la création d'une nouvelle banque.

• (1550)

[Traduction]

**Le président:** D'accord, une petite question éclair.

[Français]

**M. Gérard Deltell:** Monsieur Sabia, je vous remercie beaucoup d'avoir formulé ces commentaires.

Selon nous, ce que vous avez évoqué aurait très bien pu être appliqué à PPP Canada Inc., avec des modifications. L'indépendance et l'expertise extérieures auraient été les bienvenues au sein de PPP Canada Inc. Ainsi, on n'aurait pas eu besoin de créer une nouvelle institution.

[Traduction]

**Le président:** Voulez-vous répondre à cela, monsieur Sabia? Non?

Monsieur Dusseault.

[Français]

**M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD):** Merci, monsieur le président.

Madame Treurnicht et monsieur Sabia, je vous remercie d'être parmi nous, mais surtout d'avoir consacré du temps à la préparation et à la recherche pour produire ce deuxième rapport. Félicitations.

Ma première question concerne le chapitre que vous avez intitulé: « Exploiter le potentiel économique par un accroissement de la participation au marché du travail », et particulièrement les idées que vous avez proposées pour aider les femmes ayant de jeunes enfants à participer plus activement au marché du travail.

Dans votre recommandation de cette partie du rapport, vous êtes assez direct. Vous proposez la création d'un programme national de garderies subventionnées en citant l'exemple du Québec. Je suis déjà convaincu que le fait de permettre aux femmes et aux hommes ayant de jeunes enfants de participer plus activement au marché du travail aurait un effet bénéfique sur notre économie.

Pour nous aider dans nos travaux, j'aimerais que vous nous fassiez part des recherches et des données que vous avez utilisées pour en arriver à cette conclusion. J'imagine que vous vous êtes basés sur des faits avant de proposer cela au ministère des Finances.

**M. Michael Sabia:** Comme vous le savez, nous avons identifié quatre groupes qui, selon nous, sont très importants. Les femmes avec des enfants constituent un de ces groupes. Il y a plusieurs façons de relever ce défi important d'encourager une augmentation du taux de participation des femmes au marché du travail du Canada. Le modèle du Québec fonctionne assez bien. Pourquoi est-ce le cas?

Nous pourrions comparer deux chiffres. Le taux de participation des femmes qui ont des enfants au marché du travail est au Canada, à l'extérieur du Québec, d'environ 86 %. Au Québec, ce taux est de 93 %. La différence est assez importante étant donné la taille de ces populations. Si on augmentait le taux de participation à l'extérieur du Québec afin qu'il soit identique à celui du Québec, cela représenterait une contribution additionnelle à notre PIB, soit une augmentation d'environ 13 ou 14 milliards de dollars par année. C'est donc très important.

Le modèle du Québec, avec les garderies subventionnées, est une façon de faire, mais il y en a également d'autres. Ce ne serait peut-être pas exactement la même chose, mais on pourrait créer, par exemple, des crédits d'impôt pour atteindre des objectifs semblables. Évidemment, cette différence et cet écart entre les taux de participation dans le reste du Canada et au Québec sont révélateurs de quelque chose.

On a mis l'accent sur ce programme au Québec et je pense qu'il fonctionne et qu'il remplit son mandat.

•(1555)

**M. Pierre-Luc Dusseault:** Comme vous l'avez dit, un petit pourcentage de plus de participants qui accèdent au marché du travail ou qui se joignent à la main-d'oeuvre active rapporte beaucoup au PIB et à notre économie.

Seriez-vous prêt à dire qu'il serait rentable pour le gouvernement d'investir directement pour permettre à ce groupe particulier, soit les femmes ayant de jeunes enfants, d'être plus actif sur le marché du travail?

**M. Michael Sabia:** Oui, mais...

**M. Pierre-Luc Dusseault:** Cela serait-il rentable?

**M. Michael Sabia:** Oui, mais en principe, notre objectif n'est pas de recommander une façon de régler le problème de l'inclusion au

sein de la main-d'oeuvre canadienne. À cet égard, notre objectif est tout simplement de soulever la question, d'identifier les quatre groupes pour lesquels, selon nous, on a le potentiel de faire quelque chose et d'aider les membres de chacun de ces groupes. Cela ferait augmenter la croissance au Canada.

Quelle est la meilleure façon de répondre à ces questions? Nous avons décidé de laisser cela dans la cour du gouvernement parce qu'il est beaucoup plus compétent que le comité dont je fais partie à l'égard d'une telle question.

Nous avons pris la décision de soulever la question et de demander au gouvernement de réfléchir à cette question importante que sont ces taux de participation parce que c'est une façon significative d'augmenter l'inclusion et la croissance économique.

**M. Pierre-Luc Dusseault:** Passons une minute sur un autre sujet, soit celui de l'augmentation de la participation des personnes âgées au marché du travail. Vous avez proposé d'augmenter l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse ou, plutôt, vous avez proposé au gouvernement d'étudier cette possibilité.

Toutefois, je n'ai vu ni les faits, ni les chiffres dans le rapport qui démontrent que le programme de la Sécurité de la vieillesse n'est pas viable. Vous dites que le programme n'est pas viable à long terme, alors que je ne vois aucun fait et aucune donnée à ce sujet. Le précédent gouvernement n'avait pas non plus de données auxquelles on pouvait vraiment se fier, mais disait quand même que le programme n'était pas viable.

Avez-vous des chiffres qui démontrent que le programme n'est pas viable?

•(1600)

**M. Michael Sabia:** Non, mais je reviens au commentaire que je viens de faire. La participation est une question importante. Notre objectif est tout simplement de souligner l'importance de cette question. Nous n'avons pas encore eu le temps de traiter cette question avec la même profondeur que d'autres questions comme l'innovation ou les secteurs stratégiques.

Je m'excuse de me répéter, mais nous demandons au gouvernement de réfléchir à cet aspect parce qu'il est fondamental. Nous n'avons pas fait toutes les recherches nécessaires et je ne suis pas en mesure de répondre directement à votre question parce qu'il nous reste du travail à faire à cet égard.

[Traduction]

**Le président:** Je vous remercie tous les deux.

Madame O'Connell.

**Mme Jennifer O'Connell (Pickering—Uxbridge, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je vous remercie tous les deux d'être ici. J'ai un certain nombre de questions à vous poser, principalement au sujet de l'innovation, parce que cela semble être un thème central ici.

L'innovation est décrite dans ce rapport comme la « sauce secrète ». Je vous cite directement. Le mot « innovation » revient beaucoup. Nous le connaissons, mais que signifie-t-il exactement? Sur quoi mettons-nous l'accent? Je suis consciente que du début à la fin de votre rapport, vous le reprenez dans ces piliers et ces recommandations, mais pour le Canadien moyen, si l'on dit que le pays doit vraiment miser sur l'innovation, nous devons faire beaucoup mieux.

Vous donnez beaucoup de statistiques, particulièrement en comparaison avec les États-Unis. Comment décririez-vous adéquatement l'innovation, ou quelle serait la meilleure façon, pour les Canadiens et les entreprises, de se demander comment ils innoveront, comparativement à ce qu'ils pourraient faire? Je ne sais pas s'il y a une façon simple de décrire la chose.

**Mme Ilse Treurnicht:** Oui, le conseil — comme bon nombre d'entre nous, dans ce domaine — reconnaît que ce mot est utilisé à toutes les sauces et qu'il risque de perdre son sens. Ce serait vraiment dommage, puisqu'il revêt une importance cruciale, non seulement pour stimuler la productivité, mais également en raison du changement technologique qui s'accélère, de la mondialisation et des énormes transformations démographiques. L'innovation est l'outil ultime dont nous disposons pour rester dans le peloton de tête en matière de croissance économique.

Je pense toujours à l'innovation dans sa forme la plus simple. Ce n'est pas une chose qu'on ne voit que dans les laboratoires, où les gens portent des sarraus blancs et font du travail de pointe. En fait, l'innovation est un état d'esprit, une philosophie pour améliorer la façon dont nous faisons les choses. Elle concerne tous les secteurs. Elle concerne tous les aspects de nos vies. Dans notre quête de progrès, qui est vraiment au coeur de l'innovation, de nouvelles entreprises voient le jour, et de nouveaux partenariats naissent. Particulièrement en cette époque, où nous réfléchissons à la complexité des défis que nous devons relever, qu'il s'agisse d'offrir des soins de santé à une population vieillissante ou du changement climatique, nous devons également former de nouvelles coalitions de « solutionneurs de problèmes » issus des secteurs public et privé qui travaillent ensemble.

C'est un canevas assez complexe. Je pense que nous avons essayé, dans nos recommandations, de mettre en exergue quelques piliers fondamentaux. Le capital de risque est essentiel pour financer tout le processus de validation des nouvelles idées et des nouvelles technologies; ces idées se convertissent en produits et en services, qui peuvent ensuite faire leur apparition sur le marché et changer la société. Il faut des compétences adaptées à l'environnement, qui évolue rapidement.

De plus, nous proposons la création de marchés de l'innovation afin de galvaniser les acteurs des secteurs public et privé. Cela traduit bien le défi propre à notre vaste géographie et à notre faible densité de population, mais nous reconnaissons aussi que nous n'avons pas autant de connectivité que d'autres sociétés, comme celle de l'Allemagne ou de certaines parties des États-Unis, comme la Californie, entre les entreprises établies, les jeunes entreprises en émergence, les chercheurs de pointe et les étudiants qui se joignent à la danse.

L'idée de ces marchés est vraiment de rassembler tous les acteurs du système d'innovation, afin de les amener à réfléchir aux véritables problèmes auxquels sont confrontées les entreprises, de créer un microcosme de connectivité puis de nous assurer l'afflux de nouveaux capitaux et de nouveaux talents pour nous attaquer à ces problèmes. Ainsi, nos entreprises établies pourront devenir plus novatrices elles-mêmes, mais elles deviendront également de meilleures réceptrices pour les idées que génèrent nos jeunes entreprises. De leur côté, nos jeunes entreprises pourront trouver des clients plus près de chez elles, puis utiliser ces connexions et cette validation comme tremplin pour percer sur les marchés internationaux.

• (1605)

**Mme Jennifer O'Connell:** Merci.

Cela m'amène à ma prochaine question. C'est peut-être un peu celle de l'oeuf ou de la poule, en ce sens que vous parlez d'investissements et que vous dites que les entreprises canadiennes « bénéficieraient de plus grandes injections de capitaux d'expansion », mais il faut aussi trouver des talents d'expérience. Pour plus de la moitié des fondateurs d'entreprises technologiques, le plus grand obstacle à la croissance est la recherche et l'embauche de talents d'expérience. Si nous ne faisons que créer des fonds et injecter des capitaux, mais qu'il n'y a pas de personnel et de talent pour savoir quoi en faire, comment pourra-t-on croître? Pour attirer la clientèle locale et prendre de l'expansion afin de sortir de ce marché de niche, dont vous parliez, ou de sa zone de confort, par quoi commencer? Comment pouvons-nous aller chercher les talents nécessaires? Suffit-il d'injecter des capitaux, même s'ils ne savent pas quoi en faire? Y avez-vous réfléchi?

**M. Michael Sabia:** Oui, beaucoup. C'est un élément très important. Comme Ilse le sait si bien, bien honnêtement, au Canada, le démarrage d'entreprises ne pose pas problème. Je crois que le Forum économique mondial ou un autre organisme place le Canada au deuxième rang mondial pour la création de nouvelles entreprises.

Le Canada a plutôt de la difficulté à faire croître ses entreprises. Nous avons trop de très petites entreprises qui ne prennent pas d'expansion, alors que dans le monde d'aujourd'hui, tout est une question d'échelle. Nous avons donc beaucoup réfléchi à la façon dont nous pouvons aider les entreprises à croître. Il y a quelques éléments, et vous en avez nommé. Premièrement, il faut non seulement des capitaux, mais des capitaux patients. Ensuite, il faut des talents, et des talents particuliers, surtout en gestion, en gestion organisationnelle et en management. Troisièmement, et c'est lié au deuxième élément, il y a ce qu'on appelle à la Caisse, au Québec, l'accompagnement. Je crois qu'en anglais, on utilise le mot « *mentorship* ». Mais les gens ne mettent pas assez l'accent sur le dernier de ces trois éléments.

Dans notre travail à titre d'investisseur, par exemple dans les petites et moyennes entreprises du Québec, nous incluons toujours cette composante. Nous essayons toujours de mettre les dirigeants de ces petites entreprises en relation avec un réseau d'entrepreneurs d'expérience, de personnes qui savent gérer une entreprise, parce que le plus grand défi pour un entrepreneur, quel que soit son âge, c'est d'apprendre à gérer la croissance de son entreprise. Dans les recommandations que nous faisons quant à l'établissement de deux fonds de capitaux patients, l'une des choses qui revient constamment, c'est qu'il est très important de ne pas financer une entreprise à moins qu'elle ne puisse démontrer qu'elle a accès à un réseau de conseillers et de mentors pour l'aider dans sa croissance et ainsi à atteindre une certaine échelle.

Il est extrêmement important de faire de l'accompagnement un élément indispensable de l'un des fonds du gouvernement pour financer ces entreprises. Cela ne fonctionnera pas si l'on se contente d'injecter des capitaux.

**Mme Jennifer O'Connell:** Merci.

**Le président:** Je vous remercie tous les deux.

Nous allons maintenant entendre M. Albas, qui disposera de cinq minutes.

• (1610)

**M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins de leur bon travail pour notre pays.

J'aimerais reprendre là où Mme O'Connell s'est arrêtée. Vous avez dit que les gouvernements devraient choisir d'appuyer certains secteurs clés. Lorsqu'un gouvernement sélectionne ses secteurs clés, y a-t-il un risque que les considérations politiques l'emportent sur les considérations économiques? Le cas échéant, comment pouvons-nous prévenir cela?

**M. Michael Sabia:** J'ai un certain nombre de choses à dire à ce sujet. Il est très important de faire des distinctions et de clarifier les choses. Parfois, je me demande si nous avons été assez clairs dans les documents que nous avons écrits. Je le dis en raison de cette ancienne façon de penser démodée des années 1970 et 1980 qui teintait la politique industrielle et ce genre de choses. Je pense qu'il y a probablement consensus pour dire que cela ne fonctionne pas très bien quand les gouvernements essaient de choisir les gagnants, qu'ils favorisent des entreprises en particulier et les appuient.

Ce que nous proposons est très différent — et c'est vrai en général pour toutes les recommandations que nous présentons. Nous croyons que le rôle du gouvernement n'est pas de faire des choix, mais de faire office de courroie de transmission, de catalyseur et parfois d'investisseur, mais l'idée est qu'il faut tirer profit des compétences et des capacités qui existent dans diverses organisations différentes, qu'on pense aux universités, aux entreprises ou à la société civile. Il y a énormément d'expertise dans les divers pans de la société canadienne. Nous proposons un modèle de gouvernement qui rassemble ces éléments, relie les meilleurs entre eux et les mobilise pour qu'ils s'attaquent aux enjeux nationaux.

Au sujet des secteurs, nous affirmons que ce travail doit se faire en collaboration, selon un ensemble de critères très clairs, que nous avons énumérés: il y a notamment le potentiel d'un secteur d'avoir un effet important sur la croissance du PIB, son potentiel de créer des emplois durables et les tendances de la demande mondiale pour les produits et services dans ce secteur. Les critères retenus aux fins que vous venez de décrire doivent être relativement objectifs.

Une fois qu'un secteur — nous avons pris l'exemple de l'agroalimentaire, mais ce n'est qu'un exemple... L'idée est de rassembler un groupe d'acteurs du secteur afin qu'ils proposent des solutions aux problèmes auxquels le secteur est confronté. Oui, le gouvernement a peut-être quelque chose à faire pour améliorer la réglementation du secteur ou lever les obstacles à la croissance, entre autres choses, mais le véritable leadership qui doit guider ce travail doit venir du secteur lui-même, et le gouvernement a alors pour rôle de catalyser la conversation.

**M. Dan Albas:** Vous avez également parlé d'approvisionnement stratégique. Ne risquons-nous pas de nuire aux contribuables canadiens si nous n'accordons pas la priorité au meilleur rapport qualité-prix lorsqu'il est question d'approvisionnement?

**Mme Ilse Treurnicht:** Non, absolument pas. Ce n'est pas un concept nouveau, et nous espérons que nous pourrions enfin passer à l'action à cet égard. Je crois que l'idée serait de commencer à réfléchir à la possibilité d'utiliser un tout petit pourcentage de nos budgets d'approvisionnement, ce qui correspond à environ 18 milliards de dollars par année à l'échelle fédérale (pour l'ensemble du pays, si l'on tient compte de tous les ordres de gouvernement et des organismes publics, cela représente 100 milliards de dollars par année), pour réfléchir à l'intégration des innovations canadiennes aux régimes publics et à une gestion plus stratégique de l'approvisionnement pour réoutiller le système. Il n'y aurait pas que le rapport qualité-prix qui compterait, mais également la valeur de l'offre, et l'on commencerait à mettre l'accent sur les problèmes à régler, plutôt que de privilégier une approche prescriptive selon laquelle

l'approvisionnement doit répondre à cinq critères précis. Nous dirions plutôt que nous voulons régler tel problème, puis nous permettrions aux acteurs de l'innovation de se rassembler pour proposer des solutions auxquelles nous n'aurions peut-être pas pensé dans un système où l'on ne met l'accent que sur le coût le plus bas.

Par exemple, si nous voulons favoriser de toutes nouvelles innovations déstabilisantes dans le système de santé, on ne peut pas simplement évaluer leurs effets sur le système, y compris les avantages pour les patients et les avantages financiers qu'elles présentent, simplement sur la base de critères prescriptifs. Les bénéfiques sont multiples. Cela permettrait d'ouvrir des portes à nos innovateurs et aux jeunes entreprises, qui pourraient utiliser nos systèmes publics, qui achètent habituellement des produits et services dans des secteurs réglementés, pour valider leurs idées et les mettre à l'essai. Cela nous permettrait également d'intégrer ces innovations à nos systèmes pour les rendre plus productifs et novateurs.

• (1615)

**Le président:** Merci.

Monsieur Robert-Falcon Ouellette.

**M. Robert-Falcon Ouellette (Winnipeg-Centre, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'ai quelques questions à poser. J'aimerais revenir à la question de la mise à l'échelle et à la façon d'y arriver. Vous avez parlé de capital patient, de l'utilisation des talents, de compétences particulières en gestion et d'accompagnement. Ma question est peut-être celle de savoir comment trouver de bons gestionnaires, d'où ils viennent et ce qu'on peut vraiment apprendre en quelques années dans un programme de formation postsecondaire? J'ai passé de nombreuses années dans l'armée; j'ai géré des budgets, et il y a des jours où je trouve encore difficile de bien gérer mon budget de député. Ce n'est pas le genre de choses qu'on apprend à faire à l'école.

Notre système d'éducation est-il adéquat pour répondre à ce que vous demandez, pour permettre cette hausse de la productivité, cette croissance à long terme?

**M. Michael Sabia:** Honnêtement, je ne me présenterais pas comme une personne compétente pour juger de la qualité de notre système d'éducation. Je pense que le Canada a l'avantage d'avoir quelques universités de calibre international très importantes pour le travail que fait Ilse, et qui constituent des noyaux très importants dans l'écosystème d'innovation.

Je vais laisser la question de l'éducation de côté, parce que pour l'accompagnement et de l'accès à des talents en gestion... Dans le cadre de notre travail de tous les jours, nous avons appris à trouver des gens qui ont vécu les expériences recherchées, et il y en a des tonnes. Nous essayons donc de jumeler les jeunes entrepreneurs avec une personne qui a déjà vécu leur situation, un entrepreneur divers. Ce sont des gens qui ont démarré des entreprises, qui ont réussi à bien les gérer ou qui ont travaillé dans des grandes entreprises et qui connaissent les outils de gestion nécessaires pour aider une entreprise à croître et à gérer sa croissance.



Nous mettons donc davantage l'accent sur l'expérience pratique que les gens ont acquise pendant leur carrière ou qu'ils sont en train d'acquérir. Nous mettons moins l'accent sur le système d'éducation en tant que tel et davantage sur l'exploitation de l'énorme richesse des compétences qui existe, des gens qu'on peut croiser tous les jours dans la rue. Il s'agit surtout de mobiliser ces forces pour aider les personnes désireuses de démarrer une entreprise ou de la faire croître, pour leur montrer comment faire et travailler avec elles comme partenaires et conseillers. C'est plus l'idée.

**M. Robert-Falcon Ouellette:** Ma crainte, alors, c'est que si nous n'avons pas assez d'entreprises qui ont réussi à atteindre une certaine taille, il y aura très peu de personnes qui ont vraiment réussi et beaucoup de personnes qui auront connu l'échec. L'échec a de très bons côtés, lui aussi; il faut toujours connaître l'échec pour pouvoir réussir. Cependant, j'ai appris dans l'armée qu'aucun véritable grand leader n'est né leader. On peut se former pour devenir un leader ou un gestionnaire, et l'on bénéficie d'un apprentissage continu pendant sa carrière dans l'armée.

N'y aurait-il pas quelque chose à faire avec notre formation postsecondaire? Par exemple, on voit souvent des étudiants faire des études en sociologie — je suis anthropologue, j'adore l'anthropologie, mais je ne prétendrai pas savoir comment gérer la Caisse de dépôt ou quoi faire pour gérer le Régime de pensions du Canada. Je comprends le fonctionnement des civilisations et des sociétés, mais peut-être que mes connaissances, si elles étaient combinées à autre chose...? Nous n'utilisons peut-être pas bien notre formation postsecondaire. Nous avons de bonnes écoles d'élite — McGill, Toronto et quelques autres —, mais peut-être y a-t-il dans les autres trop de personnes qui font trop de choses différentes, ce qui ne nous mènera pas au succès à long terme dont nous avons besoin dans notre économie.

Peut-être voudriez-vous nous en parler un peu.

**Mme Ilse Treurnicht:** Je dirais que les étudiants reconnaissent de plus en plus qu'ils doivent être plus exposés à l'écosystème des entreprises en démarrage, et même qu'ils en ont envie. Un peu partout au pays, les universités et les collèges offrent désormais des programmes d'immersion qui les exposent à ces milieux. Bien franchement, pour reprendre ce que disait Michael, on apprend un peu sur le terrain à gérer une entreprise. Le fait de se joindre à une équipe de démarrage d'une entreprise performante constitue une expérience d'apprentissage fantastique, parce qu'il faut alors tout faire de ce point de vue.

Nous constatons des lacunes bien particulières, qui sont en partie attribuables au fait que l'écosystème doit prendre de la maturité. Plus il y aura d'entreprises qui prennent de l'expansion, plus il y aura de talents en circulation. Des innovateurs qui ont lancé des entreprises ailleurs dans le monde reviendront au Canada et chercheront à se joindre à une cohorte émergente de jeunes entreprises, pour les aider.

Je prends l'exemple des sciences de la vie et de la biotechnologie, un domaine dans lequel nous avons des compétences extraordinaires en recherche et des talents fabuleux qui sortent de nos institutions d'enseignement postsecondaire. Nous investissons énormément dans ce domaine. Il s'agit d'une science hautement spécialisée, mais nous sommes encore relativement immatures dans l'art de la mise à l'échelle des entreprises. On voit donc des équipes très performantes aller chercher des talents en gestion ailleurs dans le monde, pour joindre une équipe qui peut être ici, puis contribuer à la formation d'un jeune gestionnaire, qui pourra faire de même la prochaine fois. C'est un écosystème qui doit mûrir, mais dans certains cas, quand il y

a des pénuries de compétences particulières, il faut les combler rapidement, et c'est ce qui ressort de nos recommandations.

● (1620)

**M. Michael Sabia:** Je ne voudrais prendre trop de votre temps, mais j'aurais une petite observation à faire.

**Le président:** Très bien, allez-y rapidement.

**M. Michael Sabia:** McKinsey a récemment publié les résultats d'un sondage auprès de grands PDG du monde.

C'est une publicité pour l'éducation libérale.

Quand on a demandé aux PDG de grandes entreprises du monde: « Quel type de bagage scolaire souhaiteriez-vous voir davantage au sein de votre entreprise et à quelle discipline auriez-vous personnellement souhaité être davantage exposé? », ils ont répondu qu'ils aimeraient avoir plus d'employés diplômés en philosophie.

Ils favorisent donc surtout une éducation libérale, l'ouverture d'esprit et la capacité de réfléchir.

**Le président:** Merci.

Monsieur Liepert.

**M. Ron Liepert (Calgary Signal Hill, PCC):** Tout d'abord, j'aimerais remercier les témoins d'être ici aujourd'hui.

J'aimerais simplement formuler quelques commentaires et observations, tenter d'établir des liens entre certains éléments et obtenir votre contribution.

Je sais que cela n'a rien à voir avec vous, mais lorsque j'examine la composition du conseil, je suis un peu déçu de constater qu'elle est très défavorable à l'Ouest. En effet, il y a deux membres qui viennent de l'est du fuseau horaire de l'Est. Ce n'est pas votre problème, mais je crois que cela concerne quelques autres commentaires que j'aimerais formuler.

Le gouvernement parle constamment du fait que l'environnement et l'économie vont de pair et pourtant, dans votre rapport ou dans la discussion que nous avons aujourd'hui, vous n'avez pas mentionné l'importance de l'environnement pour la croissance économique ou le rôle que joue ou jouera le mouvement environnemental dans cette croissance.

Ensuite, je constate également l'absence de tout élément lié à l'industrie qui mène l'économie canadienne depuis les 20 dernières années, à savoir l'industrie des ressources naturelles. En effet, cette industrie a probablement connu plus d'innovations ces 20 dernières années que toute autre industrie dans le monde.

Enfin, j'aimerais ajouter que le régime fiscal est l'un des éléments qui nuisent le plus aux investissements étrangers. Vous n'avez pas parlé du régime fiscal, et je pense que nous sommes sur le point de nous retrouver dans une position non concurrentielle si les États-Unis décident de prendre certaines mesures sérieuses en matière de fiscalité.

J'aimerais seulement obtenir quelques commentaires généraux sur la façon dont ces éléments sont liés aux travaux que vous menez.

**Mme Ilse Treurnicht:** J'aimerais formuler un bref commentaire sur la question de l'énergie et de l'environnement. Vous remarquerez que lorsque nous avons parlé des secteurs, nous avons précisément mentionné que l'énergie et les ressources renouvelables — le pétrole et le gaz, ainsi que les ressources renouvelables — représentaient des secteurs auxquels il faudrait accorder la priorité, pour toutes les raisons que vous avez mentionnées.

Pour revenir au point que faisait valoir Michael plus tôt, nous avons également un encadré dans lequel nous précisons que nous reconnaissons — surtout en ce qui concerne l'industrie de la technologie propre, une nouvelle industrie émergente qui connaît une croissance rapide — que cette industrie a des besoins en capitaux précis, etc., et que certaines de nos structures de financement ne ciblent pas les caractéristiques uniques de l'industrie de la technologie propre.

Toutefois, on a mené, autour de cette table, de nombreuses discussions sur ce point précis, et je m'attends certainement à ce que nous revenions sur le secteur pétrolier et gazier et sur le secteur des ressources naturelles à l'étape suivante.

Dans le secteur de l'agriculture, on a certainement accordé une attention particulière aux exemples dans le secteur des forêts, qui offre certainement de bonnes occasions pour le Canada à l'échelle mondiale.

En ce qui concerne le régime fiscal, comme vous vous en doutez, les effets potentiels des dynamiques en évolution sur certaines de nos recommandations ont fait l'objet de nombreuses discussions pendant les deux ou trois derniers mois des travaux du conseil. Nous reconnaissons que le régime fiscal actuel du Canada est relativement attrayant, mais nous devons réexaminer sa situation si les États-Unis prennent des mesures substantielles à cet égard.

Toutefois, je crois que les gens autour de cette table reconnaissent également que le régime fiscal représente seulement l'un des éléments qui favorisent une croissance inclusive. Nous voulons certainement veiller à ce que cet élément soit pris en compte, mais il fait partie d'un ensemble que nous devons toujours garder à l'esprit lorsque nous tentons d'élaborer une stratégie plus holistique pour favoriser la croissance inclusive.

Michael?

• (1625)

**M. Ron Liepert:** Allez-y, monsieur Sabia.

**M. Michael Sabia:** Non, je suis d'accord avec Ilse. Je n'ai rien à ajouter.

**Le président:** D'accord.

Monsieur Liepert.

**M. Ron Liepert:** Je suis heureux d'apprendre que c'est en cours, surtout en ce qui concerne le secteur des ressources naturelles.

Vous avez mentionné les ressources renouvelables. Ce qui me préoccupe, c'est la question de savoir si votre programme sera axé sur des considérations économiques ou politiques. Dans le cadre de vos recommandations et de vos discussions, tiendrez-vous compte du fait que le gouvernement actuel est axé sur l'environnement plutôt que sur l'économie?

**M. Michael Sabia:** Je ne suis pas parfaitement sûr de la réponse à cette question. Je dirai seulement que vous pouvez constater, par l'entremise des travaux que nous avons effectués jusqu'ici, que nos efforts se concentrent sur la production d'une série d'idées relatives aux éléments qui, à notre avis, sont directement liés à la croissance économique.

Maintenant, pour rendre justice à votre question, en ce qui concerne la réaction du gouvernement à nos recommandations, il devra décider si certaines de nos propositions l'intéressent ou non. J'aimerais préciser que jusqu'ici, selon moi, la réaction du gouvernement à la première série de recommandations que nous avons formulées a été raisonnablement rapide et que les intervenants commencent à effectuer certains des travaux nécessaires.

Lorsque nous nous réunissons, nous nous concentrons sur ce que nous pouvons faire pour générer une croissance économique et nous proposons des idées pour y arriver.

En ce qui concerne l'opinion générale du gouvernement, vous devriez peut-être poser cette question à d'autres gens plutôt qu'à nous.

**Le président:** Merci beaucoup à nos deux témoins. Ils leur poseront probablement ces questions.

**Des députés:** Oh, oh!

**Le président:** Monsieur Grewal.

**M. Raj Grewal (Brampton-Est, Lib.):** Merci, monsieur le président. J'aimerais également remercier les témoins d'être ici aujourd'hui.

Vous avez parlé de l'accroissement des objectifs en matière d'immigration dans votre premier rapport, et vous l'avez mentionné à nouveau dans votre plus récent rapport. J'aimerais vous raconter une histoire plutôt unique.

Je suis le fils d'immigrants. Mes parents sont arrivés ici à la fin des années 1970 ou au début des années 1980. Ils ont travaillé très fort et j'ai eu la chance de fréquenter l'une des meilleures écoles du pays. Quelque chose de très intéressant s'est produit lorsque je suis devenu député. En effet, j'ai entendu des gens de la génération de mes parents, qui sont maintenant bien établis au Canada, commencer à se plaindre que de nouveaux immigrants volaient les emplois de leurs enfants.

L'ironie de cette situation ne m'a pas échappé. Je suis sûr que des gens affirmaient aussi que mes parents leur volaient leur emploi.

Vous avez dit que l'immigration favorisait la croissance économique. Pouvez-vous nous en parler un peu plus en détail et en termes simples, afin que les Canadiens ordinaires puissent comprendre cette notion?

**M. Michael Sabia:** Voulez-vous que je réponde en premier?

**Mme Ilse Treurnicht:** Certainement.

**M. Michael Sabia:** Comme je l'ai dit auparavant — et je vais tenter de procéder par étape —, la croissance économique est tout simplement un amalgame de deux choses, à savoir la taille de la main-d'oeuvre et la productivité de cette main-d'oeuvre. Il s'agit seulement d'une question de main-d'oeuvre et de productivité. Lorsqu'on regroupe ces deux éléments, on obtient une croissance économique.

Si on pousse un peu plus loin, plus la main-d'oeuvre est nombreuse et plus la population est importante — ce qui fait augmenter la taille du marché national —, plus la demande est élevée pour des produits et des services. Cela crée des occasions de croissance pour les entreprises. Elles embauchent des travailleurs et elles créent plus d'emplois. Un plus grand nombre d'emplois entraîne la création d'un cercle vertueux dans lequel la consommation, les investissements et la création d'emplois augmentent. C'est la façon dont cela fonctionne.

Mais dans la tête des gens — et ce phénomène est partout, puisqu'on peut certainement l'observer dans le contexte politique actuel des États-Unis et certainement en Europe de l'Ouest, et je suis certain que dans une certaine mesure, c'est également vrai ici au Canada —, si une personne arrive au pays, elle enlève un emploi à une autre personne. Ce que les gens ne voient pas, c'est que la personne qui arrive crée une demande, ce qui contribue au cycle positif de croissance. Cela crée des occasions.

C'est un point de vue que notre conseil défend ardemment.

L'autre élément très important dans le cas de l'immigration — et je ne fais que répéter l'évidence —, c'est que le monde foisonne tout simplement de personnes intelligentes, et plus nous accueillons un grand nombre de ces personnes au Canada, mieux ce sera pour nous, surtout dans un avenir dans lequel la concurrence se fondera sur les connaissances, c'est-à-dire de moins en moins sur l'effort physique et de plus en plus sur l'effort intellectuel.

J'ai passé beaucoup de temps en Inde, car nous menons de nombreuses activités là-bas. J'ai également passé beaucoup de temps en Chine. Ces pays sont remplis de gens talentueux, c'est-à-dire qu'on y trouve littéralement une abondance de gens talentueux. Et on ne les retrouve pas seulement là-bas, mais dans de nombreux autres pays du monde.

Ainsi, nous sommes d'avis que si le Canada peut obtenir sa part ou plus que sa part des meilleurs talents qui viennent d'autres pays, cela favorisera le type de travail effectué par l'Isle. Cela contribuera à l'innovation, à la création d'un plus grand nombre de talents en matière de gestion, à la croissance des entreprises et à l'émergence de nouvelles idées et de nouvelles entreprises.

Il y a longtemps, quelqu'un a affirmé qu'on s'engageait dans une course au talent. L'immigration est une source de talents, et plus nous en avons — et plus la part du Canada est disproportionnée —, plus cela favorisera notre économie. Cela créera des occasions pour tout le monde.

● (1630)

**Mme Ilse Treurnicht:** J'aimerais ajouter que parfois, on croit qu'il n'y a aucun mal à se contenter de veiller à ce que notre population soit relativement stagnante, heureuse et non menacée. Je crois toutefois que ce point de vue ne tient pas compte de la nuance très importante liée à notre rapport de dépendance attribuable au vieillissement de notre population. En fait, cela cause la diminution de notre main-d'oeuvre. Accueillir de nouveaux talents... Comme vous pouvez le constater dans la dernière série de données publiées par Statistique Canada, l'immigration est plus importante que jamais.

Je crois qu'il y a également beaucoup de données intéressantes, non seulement au Canada, mais ailleurs dans le monde, qui démontrent que les immigrants tendent à injecter une plus grande énergie entrepreneuriale dans une économie. On observe que les immigrants participent à la direction et à la construction de ces nouvelles entreprises. Pour revenir à un point qu'a fait valoir Michael, ils ne volent aucun emploi, et favorisent plutôt la création d'emplois. C'est un autre élément très important.

Ce que nous observons à partir de MaRS, et je suis très enthousiaste à cet égard, c'est que la diversité de notre bassin de talents en entrepreneuriat nous permet d'être connectés aux marchés d'ailleurs. En particulier, alors que de plus en plus de nouveaux arrivants au Canada bâtissent des entreprises pour le marché chinois, le marché indien et le marché africain — et non uniquement pour le marché américain, autrefois la solution par défaut —, ces activités nous permettent d'avoir accès à un type de réseau commercial fondé sur les immigrants qui ont des relations sur ces marchés.

Il y a beaucoup d'avantages qui ne se calculent pas à l'aide de formules.

**M. Michael Sabia:** Si vous voulez voir les conséquences néfastes d'une mauvaise gestion de l'immigration, vous n'avez qu'à observer le Japon et son rendement économique au cours des 20 dernières années. Vous n'avez pas à chercher plus loin: nous avons un laboratoire vivant sous les yeux.

**Le président:** J'aimerais remercier les trois témoins.

Monsieur Dusseault, vous avez trois minutes.

[Français]

**M. Pierre-Luc Dusseault:** Merci, monsieur le président.

J'aimerais revenir sur un sujet qui a été abordé précédemment, soit la politique d'approvisionnement.

Madame Treurnicht, vous avez parlé d'un régime d'approvisionnement qui serait axé soit sur les besoins, soit sur la valeur. En fait, vous préconisez plutôt un régime fondé sur la valeur. Toutefois, avez-vous évalué la possibilité qu'il serait contraignant, compte tenu de nos accords commerciaux, d'avoir des politiques d'approvisionnement trop strictes ou « canado-centristes », si vous me permettez l'expression? Si nos politiques d'approvisionnement sont trop strictes et trop fermées aux marchandises d'autres pays, ne pourraient-elles pas être contestées par nos partenaires commerciaux?

● (1635)

[Traduction]

**Mme Ilse Treurnicht:** Absolument. C'est un élément très important.

Encore une fois, je vais insister sur le fait que nous parlons d'utiliser un très faible pourcentage des budgets d'approvisionnement globaux pour créer des canaux sur lesquels les produits canadiens seront mis à l'essai et validés à l'intérieur des systèmes de notre secteur public.

Les recommandations formulées dans nos rapports sont également fondées en grande partie sur des modèles qui ont été adoptés ailleurs. En particulier, le programme SBIR des États-Unis est généralement considéré comme une norme mondiale en matière de pratiques exemplaires. Il utilise des pourcentages similaires, et à partir de ses ministères et agences qui ont des budgets importants en matière de R-D, il affecte de 3 à 4 % à des méthodologies d'approvisionnement plus ouvertes, afin que le système apprenne et crée naturellement ces approches en matière de validation.

Nous devons respecter les règles commerciales, mais je crois que c'est un parcours bien défini. En fait, le programme SBIR des États-Unis a été adopté et adapté en Australie, ainsi qu'au Royaume-Uni. Nous n'avons pas à réinventer la roue, car il s'agit d'une série de méthodes que nous pouvons facilement adapter au Canada.

[Français]

**M. Pierre-Luc Dusseault:** J'ai déjà entendu cette idée. Étant donné que leurs produits sont achetés par le gouvernement, cela permet aux entreprises naissantes d'obtenir une sorte d'approbation. J'ai l'impression que c'est pour elles une façon d'avoir un sceau de qualité.

Est-ce aussi dans cet esprit que vous analysez cette option? Est-ce pour permettre aux petites entreprises qui débutent d'avoir accès aux marchés publics et, par le fait même, d'avoir une crédibilité?

[Traduction]

**Mme Ilse Treurnicht:** Absolument. Le programme SBIR des États-Unis est très concurrentiel. On ne considère pas du tout qu'il s'agit d'une faveur. Il a des règles très structurées en ce qui concerne l'étape à laquelle le produit sera évalué. Le produit avance vers l'étape suivante si son rendement et son efficacité sont prouvés. Lorsqu'il atteint la troisième étape, qui est très concurrentielle, le gouvernement devient son premier client. Cela devient une validation très importante, surtout parce que c'est un système très performant fondé sur les données et qu'on ne considère pas qu'il s'agit d'un type de mise à l'essai facile.

Cette notion de croissance inclusive permet également aux gouvernements de réfléchir aux façons de créer des occasions pour certains groupes défavorisés. Par exemple, on observe également qu'aux États-Unis, certains de ces mécanismes d'approvisionnement sont ouverts aux entreprises autochtones. Cela peut donc être utilisé pour d'autres raisons sociales.

Pour nous, le point important est lié au milieu des soins de santé — et dans ce cas-ci, je peux parler de ma propre expérience. Je sais qu'il s'agit d'une compétence plutôt provinciale, mais si vous y réfléchissez bien, le système de soins de santé de l'Ontario — un très vaste système public — n'acquiert pratiquement aucun appareil médical produit au Canada ou en Ontario. On pense que notre système de santé, tout comme notre système énergétique, n'est qu'un service qui s'occupe des gens malades et qu'il ne participe pas à l'essor de l'économie... C'est l'un de ces leviers qu'on peut inverser pour commencer à débloquent la capacité d'utilisation de notre système.

Si un jeune innovateur dans le milieu des soins de santé ne peut pas vendre ses produits dans le système de l'Ontario, il se rendra sur le marché américain ou européen, où on lui demandera d'abord ce que pense l'Ontario de son appareil. S'il répond que personne ne l'écoute dans le système de santé de l'Ontario, cela nuira énormément à la croissance de son entreprise.

• (1640)

**Le président:** Merci.

Monsieur Fergus.

[Français]

**M. Greg Fergus:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame Treurnicht et Monsieur Sabia, je vous remercie de ces témoignages ainsi que de votre contribution au Comité. Vous êtes bien reconnus au sein de votre profession. Nous sommes heureux de pouvoir vous rencontrer et profiter de vos conseils.

Avant ma venue en politique, je travaillais dans le domaine de l'éducation postsecondaire. Or dans votre deuxième rapport, vous dites qu'en recherche-développement, il y a un manque de collaboration entre les universités, le secteur privé et le gouvernement fédéral. Je suis d'accord avec cela.

On constate aussi que, depuis le début des années 1990, le secteur privé a réduit de 20 % ses investissements dans l'apprentissage, le perfectionnement et la formation de ses employés. Or les employeurs disent que les étudiants ne sont pas bien formés.

Connaissez-vous un modèle ou un pays où il y a une bonne collaboration entre le secteur privé, les universités et le gouvernement?

[Traduction]

**Mme Ilse Treurnicht:** À mon avis, nous pouvons examiner des éléments de certains modèles. On considère certainement que les modèles Fraunhofer, en Allemagne, sont de très bons modèles de collaboration entre l'industrie et le secteur public, ainsi qu'avec le domaine de l'éducation postsecondaire. Comme vous le savez, ces modèles offrent, entre les deux, des formations d'apprentissage beaucoup plus solides qui aident à cimenter les choses.

Singapour est également un modèle, mais il s'agit d'une économie bien ordonnée. On observe des modèles très structurés de collaboration entre ces deux groupes.

Dans notre cas, plusieurs raisons expliquent pourquoi il est toujours difficile de combler l'écart et de conclure des partenariats. En effet, nos entreprises établies dépensent moins dans le domaine

de la R-D, et elles ne sont donc pas très réceptrices aux recherches et aux idées de pointe qui émergent de notre secteur universitaire. Et le secteur universitaire n'a pas nécessairement les ressources nécessaires pour jeter des ponts vers ces autres marchés. Ensuite, nous avons un manque de capital de risque pour financer les collaborations.

**M. Greg Fergus:** Un capital de risque patient.

**Mme Ilse Treurnicht:** C'est exact.

Une partie de notre idée concernant le marché vise à tenter d'établir davantage de liens.

Vous remarquerez également que dans notre recommandation sur les compétences futures, nous tentons réellement d'encourager non seulement les gouvernements, mais également les intervenants du secteur privé, ceux du secteur à but non lucratif et d'autres organismes de compétences à collaborer pour définir le type de compétences requises, mener des expériences et mettre à l'essai de nouvelles approches qui visent à renforcer des compétences utiles dans cette économie à développement rapide. Il s'agit également de trouver, au cours de ce processus, de meilleurs partenariats en vue d'appuyer les gens qui vivront des réorientations professionnelles inévitables en raison des changements qui se produisent dans notre économie.

[Français]

**M. Greg Fergus:** Monsieur Sabia, qu'en dites-vous?

[Traduction]

**M. Michael Sabia:** [Inaudible]

**M. Greg Fergus:** Je vous remercie beaucoup d'ajouter cela au compte rendu. Je crois qu'il sera très important pour nous de conserver les points très importants que vous avez soulevés.

Quelles mesures concrètes recommanderiez-vous, si vous étiez à notre place, pour créer rapidement le cadre de connectivité qui nous permettra de favoriser la croissance, le mentorat et l'expansion dont nous avons besoin au Canada? Étant donné que notre pays est très vaste et que sa population est faible comparativement à d'autres pays, ce qui fait que nous n'avons pas la même densité, quelles mesures à court ou à moyen terme pouvons-nous prendre pour encourager cela, ou quelles étapes pouvons-nous franchir pour y arriver?

**M. Michael Sabia:** Notre proposition de créer ce que nous avons choisi d'appeler des « marchés de l'innovation » est sûrement une première mesure rassembleuse concrète que le gouvernement peut prendre. Ilse l'a dit, le Canada doit notamment relever, par exemple, ses performances dans la commercialisation par rapport à celles des États-Unis. Elles sont le jour et la nuit. Aux États-Unis, la commercialisation de la recherche et sa réussite découlent d'une foule de facteurs, mais les États-Unis ont réussi... Leur réussite, dans ce cas, est géographique, sectorielle, elle est propre à certains problèmes.

Tout le monde a entendu parler de Silicon Valley. Idem de Pittsburgh, de Boston, et des débuts de certaines transformations intéressantes survenues à New York et en périphérie, où cette connectivité s'est matérialisée, où les universités, la recherche, les capitaux et les entrepreneurs trouvent des façons d'être en liaison.

C'est vraiment ce dont il s'agit dans le cas de Silicon Valley. Une partie des mêmes phénomènes a lieu en certains endroits d'Israël. Cela se produit en divers endroits dans le monde.

Tout ce que nous pouvons faire de rassembleur, pour, dans le même local, faire réfléchir des gens à la solution de problèmes particuliers, pas pour seulement bavarder, ce qui est absolument stérile... L'idée des marchés de l'innovation était de s'arrêter à des problèmes particuliers qui avaient besoin d'une solution, des problèmes importants pour l'entreprise, pour que l'entreprise se présente en étant réceptive aux idées innovantes.

La tâche du gouvernement n'est pas de résoudre le problème; c'est de créer un climat favorable à la réflexion, dans un local particulier, sur un problème précis qui présente un enjeu pour l'entreprise, pour que l'entreprise participe à la réflexion, comme je l'ai dit, dans le bon état d'esprit. C'est ce qu'il faut faire.

Je suis désolé de le dire, mais cela demande du temps. Il faut acquérir des réflexes, élaborer différents modes opératoires normalisés.

Soyons francs. Au risque de me faire des ennemis, je dirai que beaucoup d'universitaires pensent que la commercialisation de la recherche déprécie en quelque sorte la poursuite de la vérité. Je n'y souscris pas. Je pense que si on peut commercialiser la recherche, c'est peut-être une assez bonne chose.

D'autres disent que c'est stupide. Eh bien, d'accord! Mais c'est un facteur culturel. Cela ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Il faudra y mettre des années.

• (1645)

**M. Greg Fergus:** D'accord...

**Le président:** Je suis désolé...

**M. Greg Fergus:** [*Inaudible*]... aussi, seulement pour qu'il puisse répondre à cette partie en développant sa pensée.

**Le président:** Le temps est écoulé. J'espère que nous en aurons pour que chaque parti puisse poser une question supplémentaire.

J'ai une observation à faire. La partie de votre rapport qui m'a amené le plus de réactions, positives comme négatives, portait sur le secteur agroalimentaire. En général, les réactions des agriculteurs et de l'industrie ont été très positives à l'affirmation que c'était l'une des industries prometteuses, mais des affirmations faites dans votre rapport ont inquiété le secteur laitier. Je ne crois pas que c'était intentionnel de votre part, et je remarque que votre rapport se fonde sur l'étude du Conference Board. Je vous conseillerais de vous renseigner auprès des Producteurs laitiers du Canada. Ils craignent que, encore une fois, ça ne déclenche une offensive de la part des adversaires de la gestion de l'offre, lesquels, d'après moi, citent généralement des faits qu'on pourrait qualifier de « contraires ».

De plus, sur ce que vous dites sur la productivité, ici, rappelez-vous que l'industrie laitière arrive au premier ou au deuxième rang dans 7 des 10 provinces. En 2015, sa contribution au PIB se chiffrait à 19 milliards de dollars. Ce rapport parle de productivité. Notre productivité par vache place le Canada à l'avant-garde de la technologie laitière. Nous sommes absolument les premiers. Notre race laitière Holstein est la plus productive du monde. Notre production a augmenté de 130 % au cours des 40 dernières années; celle des États-Unis, de 116 %; celle de la Nouvelle-Zélande, qu'on nous présente toujours comme l'exemple à suivre, de 49 %.

Enfin, notre industrie est en bonne santé, elle ne dépend pas de subventions directes. Sachez que, en Australie, on vient d'annoncer un programme de renflouement de 578,8 millions de dollars pour l'industrie des fermes laitières. De même, l'Union européenne vient d'annoncer son programme de renflouement d'un milliard de livres. Il n'y a pas longtemps, les États-Unis ont annoncé un programme de rachat des excédents de fromage, de 40 millions de dollars, ce qui

s'ajoute à la subvention directe accordée à l'industrie qui peut atteindre 31 ¢ le litre.

Je cite ces chiffres pour inciter le comité consultatif à faire confirmer ces renseignements du Conference Board par quelqu'un du secteur. Et, je ne m'en cache pas, je suis un partisan de la gestion de l'offre.

La parole, maintenant...

• (1650)

**M. Michael Sabia:** Puis-je répondre?

**Le président:** Oui.

**M. Michael Sabia:** Je tiens à affirmer très nettement à ce sujet que, dans aucun de nos documents publiés et certainement pas dans celui qui porte sur l'agroalimentaire et l'importance de désigner des secteurs stratégiques clés, vous ne trouverez de recommandation sur la gestion de l'offre. Nous avons très clairement dit que nous nous abstenions d'en formuler à son sujet.

Pourquoi? Parce que c'est, en soi, un sujet très complexe, sur lequel on ne peut formuler aucune conclusion hâtive dans un sens comme dans l'autre, un sujet qui exige beaucoup d'étude à lui seul.

Dans nos recommandations, nous avons cherché à nous démarquer de cette démarche. Nous avons essayé d'inciter le gouvernement, le grand public et vous tous à réfléchir à des façons par lesquelles le Canada peut s'élever dans la chaîne de valeurs.

Comment le Canada peut-il, dans l'agroalimentaire, faire plus de transformation à valeur ajoutée qu'actuellement? La moitié de nos exportations agricoles a subi une transformation, mais pas l'autre. Comme cette transformation crée de la valeur et des emplois, que pouvons-nous faire de plus? Que pouvons-nous faire de plus pour améliorer la technologie et pour que le secteur agroalimentaire emploie des techniques plus perfectionnées? Que peuvent faire de plus nos créateurs pour que le Canada projette l'image de marque d'un producteur d'aliments nourrissants et sains dans un monde affamé?

Nous avons aussi cherché à découvrir quels autres accords commerciaux nous pourrions conclure pour ouvrir des débouchés extrêmement importants à nos produits agricoles, par exemple la Chine, l'Inde et le Japon; ce que nous pouvions faire de plus pour faciliter la tâche à ce secteur qui offre tellement de possibilités, l'encourager à croître aussi rapidement et à exporter autant de produits qu'il le peut.

Accrochez-vous bien! Nous exportons moins de produits agricoles que les Pays-Bas. Chapeau à ces Néerlandais, dont le pays minuscule a trouvé le moyen de rassembler ses ressources et de se constituer un secteur agricole plein de ressources. Si les Néerlandais ont réussi à le faire, pourquoi pas le Canada?

**Le président:** Ce sont des arguments valables.

Monsieur Deltell.

Nous entreprenons les interventions d'une durée de cinq minutes. La séance se terminera un peu après cinq heures.

[Français]

**M. Gérard Deltell:** Merci, monsieur le président.

Je vous invite au prochain débat des candidats à la direction du Parti conservateur. Vous avez un point de vue intéressant à soumettre et à partager.

[Traduction]

**Le président:** Me laisserez-vous me présenter sur la scène? Je serais ravi de croiser le fer avec votre candidat du Québec.

[Français]

**M. Gérard Deltell:** Il y a 13 candidats sur 14 qui partagent votre point de vue.

Monsieur Sabia, je reviens à vous.

Tout à l'heure, vous avez dit qu'il fallait penser et créer de nouveaux produits, mais encore faut-il les vendre et cela n'est pas évident.

En passant, j'aimerais vous raconter une anecdote historique. Les frères Lumière ont inventé le cinématographe en 1895. Un an plus tard, en 1896, Louis Lumière avait dit qu'outre quelques applications techniques, il n'y avait pas d'avenir commercial pour leur invention.

Dieu sait que 125 ans plus tard, on peut apprécier toutes les vertus commerciales du cinématographe inventé par les frères Lumière. Cela veut toutefois dire que ce n'est pas parce qu'on invente quelque chose qu'on peut le commercialiser. Comme on le dit, à chacun son métier.

De façon plus précise, vous avez mentionné tout à l'heure que l'avenir du Canada dans certains secteurs doit passer par l'innovation, la technologie, l'éducation, la connaissance et la haute technologie. Nous sommes tout à fait d'accord à ce sujet. Toutefois, comment pensez-vous qu'on puisse attirer les meilleurs créateurs du monde au Canada et les garder ici, soit les personnes qui excellent dans leur domaine, si les charges fiscales sont très lourdes comparativement à notre principal partenaire et compétiteur que sont les États-Unis?

•(1655)

**M. Michael Sabia:** Voulez-vous répondre à cette question, madame Treurnicht?

**Mme Ilse Treurnicht:** D'accord.

[Traduction]

**Le président:** Allez-y.

**Mme Ilse Treurnicht:** Visiblement, notre régime fiscal, qui permet de créer ces conditions, est concurrentiel, mais nous devons aussi attirer ces talents en leur offrant un riche ensemble d'occasions à saisir. Ordinairement, des domaines comme les technologies les attireraient au Canada, mais nous savons qu'il y aurait plus, qu'il y aurait d'autres facteurs d'attrait, après le premier contact. Nous devons créer cet écosystème de l'innovation très riche de possibilités et ajouter en sus la qualité de la vie, les communautés, les soins de santé, parce que même les cerveaux talentueux continuent de prendre des décisions très terre à terre sur l'endroit où ils veulent vivre.

Je vous dirai que, du point de vue où je suis placée aujourd'hui, je me sens incroyablement optimiste. Les talents que nous voulons attirer vont au-delà de tout ce que j'ai vu avant. Le gouvernement prête déjà attention à nos recommandations, particulièrement au premier ensemble, qui portait principalement sur l'admission rapide des talents très spécialisés pour leur donner l'occasion de collaborer avec nos entreprises les plus performantes. Je pense que le secteur

ainsi que les pouvoirs publics reconnaissent généralement que c'est vraiment important.

Nous devons ensuite construire des communautés dynamiques qui retiendront ces talents ici. Comme nous y excellons, je suis optimiste.

[Français]

**M. Michael Sabia:** Je veux simplement ajouter un commentaire.

Vous êtes certainement très au courant de cet enjeu, mais je vous demande d'évaluer la situation actuelle à Montréal. Évidemment, comme Québécois, nous payons des impôts qui sont, disons, intéressants.

Cela étant dit, actuellement, Montréal est une ville qui est franchement, selon moi, en pleine effervescence. On constate le développement des nouvelles entreprises et l'arrivée de toutes sortes d'entrepreneurs. À l'heure actuelle, la création de nouvelles entreprises à Montréal est franchement vraiment remarquable. C'est un phénomène qui dure depuis maintenant combien de temps? Ce n'est pas depuis 20 ans, mais peut-être depuis 5, 7 ou 8 ans.

Évidemment, je parle de sociétés comme Moment Factory, Hopper Inc. et de toutes sortes d'autres petites entreprises. En référence aux commentaires de Mme Treurnicht, Montréal est une ville attrayante à l'échelle mondiale. Pourquoi? Parce que c'est une ville grandement diversifiée, pleine d'occasions et dotée d'une qualité de vie très intéressante. Tous ces facteurs contribuent à créer une ville vivante. Je comprends tout à fait votre point de vue. Vous avez raison. La question de l'impôt et celle du niveau de taxation sont évidemment importantes, mais elles font partie d'un portrait d'ensemble beaucoup plus complexe.

[Traduction]

**Le président:** Messieurs Grewal et Sorbara, vous partagez entre vous votre temps. Qui se lance le premier?

**M. Raj Grewal:** Il semble que c'est moi. Merci, monsieur le président.

Monsieur Sabia, dans une de vos recommandations, vous déplorez que des obstacles stratégiques et que la réglementation excessive limitent la croissance économique du Canada. Vous recommandez aussi des investissements étrangers directs au Canada, mais beaucoup de ces investissements contreviennent aux règlements en vigueur. La situation est très complexe dans certaines industries comme les télécommunications, comme vous savez, pour obtenir des investissements étrangers directs dans notre pays.

D'après vous, que pourrait faire assez rapidement le gouvernement? Grâce à votre expérience d'ancien directeur général d'une grande entreprise de télécommunications, en voulant bien citer des exemples actuels, qu'est-ce qui pourrait contribuer à amener plus d'investissements étrangers directs au Canada. Ça y créera plus d'emplois et ça conduira à une plus grande croissance économique du pays.

**M. Michael Sabia:** Écoutez, sur les règlements, etc., nous sommes restés vagues. Nous cherchions bien plus à inciter le gouvernement à faire le point sur ses règlements et sur ses programmes. Dans l'ensemble, on constate qu'une cinquantaine de programmes gouvernementaux sont axés sur l'innovation. Parfois, le mieux est l'ennemi du bien. Peut-être que s'il y en avait moins et qu'ils étaient mieux ciblés, ils pourraient être plus efficaces. Nous espérons que le gouvernement relèvera ce défi, qu'il fera un petit ménage et qu'il adaptera mieux ces programmes aux besoins à combler.

Sur la réglementation, nous affirmons au fond à peu près la même chose, qui est d'essayer de revoir... parce que certains des règlements, certaines formes de réglementation sont nécessaires. Par exemple... Je ne dis pas que c'est nécessaire, mais je propose de prendre un secteur que vous et moi connaissons un peu, les télécommunications ou la banque.

Aujourd'hui, le Canada possède un ensemble de règles sur la structure de la propriété dans ces secteurs. C'est parce que ces secteurs sont complexes. Ils plongent leurs racines au Canada, petit pays par rapport à la première économie mondiale, les États-Unis, et à sa culture mondiale prépondérante. Tout un ensemble de facteurs entre en jeu dans une décision stratégique publique d'assujettir à des contraintes la propriété étrangère dans un secteur particulier.

Je pense que cette décision est plus complexe. Elle exige de réfléchir à un ensemble plus large de facteurs plutôt qu'à un facteur précis ou un nombre assez limité de facteurs sur telle ou telle question. Il faut tenir compte de l'ensemble de la situation en raison de la complexité des enjeux.

Ensuite, toujours dans le secteur des communications ou d'autres secteurs, il importe que le Canada ne soit pas excessivement naïf. Si nous croyons que les États-Unis sont grand ouverts aux investissements étrangers, c'est simplement faux. Ils érigent toutes sortes d'obstacles invisibles. Encore une fois, je ne dis pas que c'est mauvais. Je dis que ça reflète un choix stratégique public. Depuis des années, le ministère de la Défense des États-Unis stimule beaucoup l'innovation technologique dans ce pays.

Ce n'est pas que le monde pratique absolument le libre-échange et soit un endroit transparent. Voyez les Européens. Ils ont érigé eux aussi toutes sortes de barrières invisibles. Je ne citerai pas de noms, mais, dans l'Union européenne, il existe beaucoup de problèmes semblables.

En réfléchissant à des questions comme les télécommunications, la banque ou d'autres types de règlements en vigueur, le Canada doit élargir la portée de sa réflexion à des questions beaucoup plus complexes.

• (1700)

**Le président:** Une question brève, Francesco.

**M. Francesco Sorbara:** Dans le rapport intitulé *Bâtir une main-d'œuvre canadienne hautement qualifiée et résiliente au moyen du laboratoire des compétences futures* et dans la liste des trois fonctions de base du laboratoire, on pouvait lire ce passage remarquable, qu'il y avait « 17 milliards de dollars en dépenses publiques annuelles sur des programmes de perfectionnement et de formation ».

Ça vraiment piqué ma curiosité. Pourriez-vous en dire plus sur ce laboratoire des compétences futures? Je pense que tous les gouvernements au Canada — les trois niveaux, quatre si on compte les régions — doivent vraiment envisager de le créer, parce que nous investissons beaucoup dans la formation. Peut-être que certains de ces programmes auraient besoin d'être revus. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce laboratoire?

**Mme Ilse Treurnicht:** Le laboratoire des compétences futures était, d'une part, très axé sur la reconnaissance de l'existence, dans notre pays, d'un bassin de main-d'œuvre dynamique, talentueuse, diversifiée et très instruite. En même temps, nous sommes à la veille de connaître des mutations très importantes dans le travail et la nature des emplois, à cause de l'automatisation, de la numérisation et ainsi de suite.

L'idée du laboratoire est de combler un manque en plaçant une entité neutre entre les établissements d'éducation, la formation sur le tas, certaines associations sans but lucratif qui prodiguent la formation aux compétences, certains organismes provinciaux de réglementation et ainsi de suite. C'est pour donner à tous ces groupes l'occasion de se réunir, de commencer à reconnaître les défis communs et à expérimenter de nouvelles façons de faire innovantes dans l'acquisition de compétences, après s'être entendus sur l'emplacement des points névralgiques. Il s'agit aussi de créer des mécanismes plus souples de collecte des données pour continuer à précéder les tendances, notamment l'emploi des signaux numériques, qui ne sont pas d'ordinaire captés dans les systèmes d'information des marchés du travail; ensuite, ce qui est très important, d'une manière qui tient compte beaucoup des faits, il s'agit de commencer à recueillir les résultats de ces expériences en commun, certaines des pratiques exemplaires d'établissements d'envergure mondiale — de pays comme Singapour et l'Australie, qui réalisent des expériences très intéressantes sur les compétences du futur — et de s'assurer de la disponibilité de ces leçons pour les organismes provinciaux, fédéraux et sans but lucratif, pour que nous puissions améliorer nos efforts sur tous les plans.

Je pense qu'en essayant de favoriser un nouveau climat et en essayant de nouvelles méthodes, nous comblerons une lacune très importante.

• (1705)

**Le président:** Merci à tous.

Monsieur Dusseault, nous avons le temps pour une question. Il faudra ensuite nous arrêter là.

[Français]

**M. Pierre-Luc Dusseault:** Merci, monsieur le président.

Ma question sera assez brève.

Monsieur Sabia, vous avez mentionné plus tôt le rôle de catalyseur et d'investisseur que le gouvernement peut jouer pour favoriser le développement économique. J'aimerais que vous développiez votre pensée sur ce rôle d'investisseur.

Traditionnellement et encore très récemment, le gouvernement du Canada a prêté des sommes importantes à des entreprises privées. Il a notamment consenti un prêt de quelque 380 millions de dollars à Bombardier, alors qu'au Québec, on a plutôt observé la stratégie de l'investisseur. Le gouvernement du Québec a investi dans la C Series en achetant des parts de la compagnie.

Proposez-vous que le gouvernement du Canada joue un rôle d'investisseur? Pensez-vous que c'est vraiment le rôle du gouvernement d'investir directement en achetant des actions d'entreprises privées?

**M. Michael Sabia:** Je pourrais dire toutes sortes de choses à cet égard.

Dans le contexte d'un gouvernement qui agit à la fois en tant que rassembleur, catalyseur et investisseur, l'objectif est d'essayer de présenter une nouvelle image d'un gouvernement qui pourrait non pas intervenir, mais travailler avec le secteur privé et d'autres intervenants pour rassembler et rallier les compétences de chacun. Le but est de travailler ensemble pour mobiliser notre société et réaliser des objectifs importants. Il s'agirait d'abord de proposer des cibles de performance très élevées et très ambitieuses et, également, de rassembler les gens pour essayer de réaliser ces objectifs.

Je veux revenir sur notre discussion portant sur le financement des infrastructures. Cela permettra en même temps de répondre à la question de M. Deltell au sujet de la banque d'investissement.

Une de nos suggestions serait de traiter la participation financière du gouvernement dans un projet de financement d'infrastructures comme étant un investissement. Je vais vous donner un exemple. À Montréal, la Caisse est en train de planifier un nouveau système de transport en commun. Présentement, nous négocions avec le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada sur la façon dont ils pourraient participer au projet.

L'objectif n'est pas du tout de demander une subvention de leur part, mais plutôt un investissement sur lequel ces deux paliers de gouvernement vont obtenir du rendement. C'est une autre façon de penser la participation du gouvernement. Ce n'est pas dans tous les cas qu'un gouvernement sera en mesure de travailler en tant qu'investisseur. Ce n'est pas réaliste de penser cela. Par ailleurs, dans plusieurs cas, par exemple celui du financement des infrastructures, il y aura des occasions qui nous permettront de changer notre façon de penser à propos de cette question.

C'est donc pour cette raison que nous mettons l'accent sur l'idée d'un gouvernement investisseur. L'investissement n'est pas toujours juste l'idée de quelque chose en termes financiers. Par exemple, si un gouvernement agit pour faciliter le développement d'un *skills lab*, cela est un investissement dans les compétences de notre main-

d'oeuvre afin d'encourager un niveau plus élevé de participation au marché du travail. C'est un investissement qui va générer un rendement. Dans ce cas-ci, ce sera un rendement social et, indirectement, un rendement important au plan économique. C'est un exemple du rôle de l'État en tant qu'investisseur dans le développement de nos ressources humaines. C'est en ce sens que nous formulons cette idée d'investisseur.

• (1710)

**M. Pierre-Luc Dusseault:** Merci.

[Traduction]

**Le président:** Sur ce, nous devons mettre un terme à la discussion.

Merci beaucoup, madame Treurnicht, monsieur Sabia. Merci pour vos réponses sérieuses, pour la discussion que vous avez provoquée et votre travail dans le conseil consultatif. En notre qualité de parlementaires et de simples individus, nous l'apprécions vraiment.

Avant de lever la séance, j'ai un renseignement à communiquer aux membres du Comité. Le délai pour le dépôt des amendements au projet de loi C-240, c'est-à-dire le projet de loi de Brian May, se termine à 17 heures demain.

Sur ce, nous nous ajournons jusqu'à mercredi prochain.

La séance est levée.

---









Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>